la cause du peuple

nouvelle édition

N°0 Septembre 2010

Travailleurs et Peuples opprimés de tous les pays unissez-vous !

"CE SONT LES MASSES QUI FONT L'HISTOIRE"

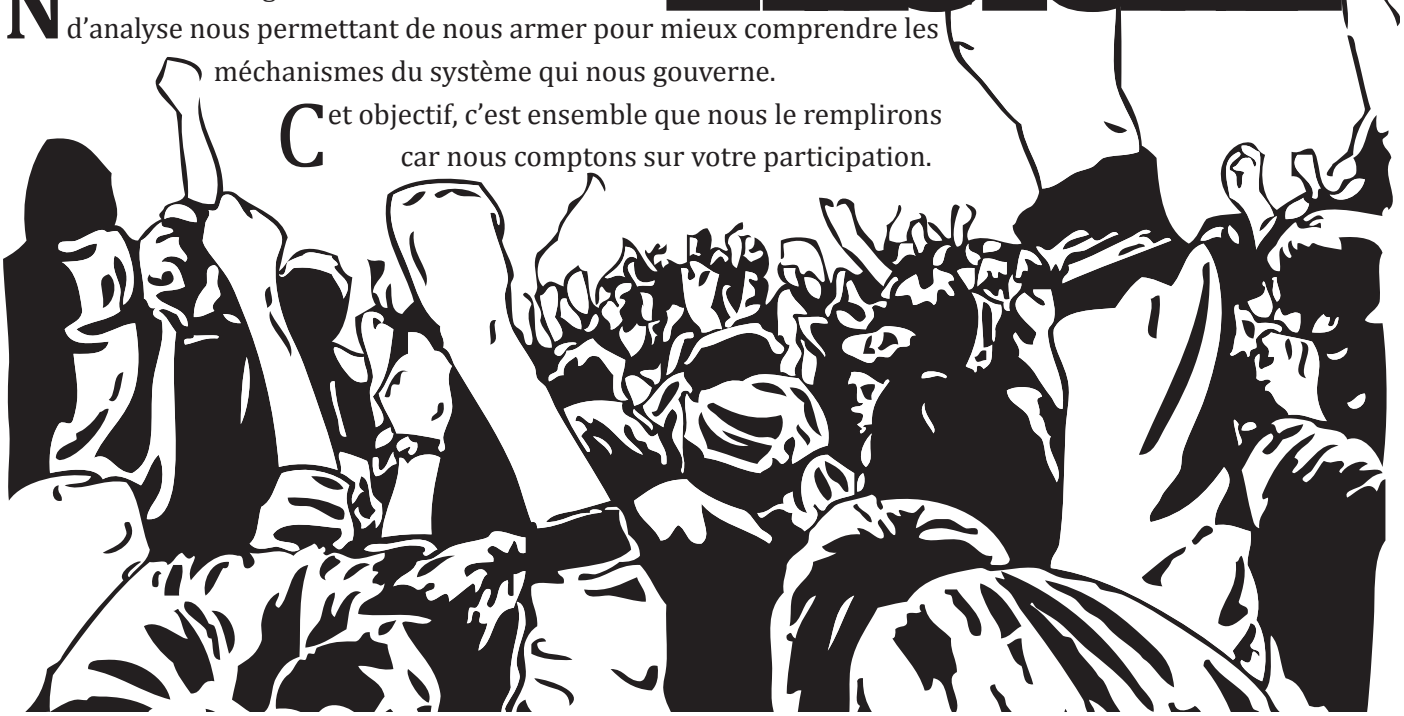
La Cause Du Peuple est un journal au service des luttes du peuple. Il fut tout d'abord impulsé par la Gauche Prolétarienne, organisation maoïste des années 70 issue du mouvement de mai 1968. Cette organisation a été la plus combative de cette époque.

Nous avons décidé de ressortir la CdP afin de donner la parole à tous les exploités et opprimés, dans la perspective de l'émancipation du prolétariat et de la conquête du pouvoir par les travailleurs de notre pays, côte à côte avec les exploités et opprimés du monde entier.

Pour cela, le journal se fera écho des luttes des opprimés et exploités d'ici et d'ailleurs, d'hier et d'aujourd'hui, afin de renforcer notre camp en s'inspirant de l'histoire, en tirant des leçons, en faisant le bilan de la situation concrète.

Nous tâcherons également de fournir des clés d'analyse nous permettant de nous armer pour mieux comprendre les méchanismes du système qui nous gouverne.

Cet objectif, c'est ensemble que nous le remplirons car nous comptons sur votre participation.



l'éditorial

Aujourd'hui, dans les pays développés, plus de 90% de la population est salariée. Au sein du patronat plus de la moitié sont des travailleurs indépendants. Autrement dit **les capitalistes sont une minorité de 5%**. Dans notre pays :

- 55% des salariés sont des ouvriers et employés
- 5 millions d'emplois sont peu qualifiés (dont la moitié d'ouvriers)
- 4 millions d'emplois sont très qualifiés
- 16 % sont des emplois intermédiaires
- 3 millions de travailleurs pauvres gagnant moins de 750€, 5% (de la masse salariale) à temps complet, 9% à temps partiel (CDD, stages, temps partiels subis, contrats aidés etc.)

Si l'on y ajoute les chômeurs rémunérés en dessous du SMIC, ceux qui touchent le RSA et autres laissés pour compte, sans compter les étudiants précaires, on frise les **8 millions de travailleurs pauvres**. Plus de 50% des retraités touchent un mini SMIC. Il y a plusieurs centaines de milliers de SDF, 6,6 millions en logements précaires et 3,5 millions en situation de mal-logement.

Les loyers montent en flèche, le prix du m^2 est démentiel, les charges écrasantes au point que des immeubles ne sont plus entretenus et se dégradent. Plus d'un million de logements sont insalubres ou délabrés, alors qu'il y a 2 millions de logements vides, sans compter les beaux immeubles consacrés au commerce, etc.

Le code du travail est charcuté, les lois répressives à caractère fasciste se multiplient au nom de l'insécurité dont **la cause est l'extension de la misère provoquée par le système**. Les délocalisations (Chine, pays émergents, pays développés) se comptent par milliers, sans parler des restructurations.

Des milliers de travailleurs sans papiers sont à la merci des patrons et subissent une pression terroriste de l'Etat, tout comme les jeunes des quartiers populaires, harcelés par **l'Etat policier**.

La colère gronde mais le peuple est bâillonné par les conciliateurs **qui font croire que le système est réformable**. Les médias sont entre les mains des capitalistes et des conciliateurs et réformateurs de toutes tendances. Les directions syndicales sont de plus en plus **réformistes et intégrées à l'appareil d'Etat**, les partis de gauche et d'extrême gauche n'ont comme objectif que la gestion du système et sombrent dans le **crétinisme parlementaire**.

Les groupes fascistes voire néo-nazis se multiplient, le Front National populiste gagne du terrain au sein des masses désorientées par l'impuissance des conciliateurs.

La concurrence entre les puissances impérialistes conduira à plus long terme à une 3ème guerre mondiale de **repartage des zones d'influence**.

Aussi est-il de plus en plus nécessaire que le peuple de France (français et immigrés), côte à côte avec les peuples opprimés du monde entier, **prenne ses affaires en main** et forme peu à peu un Front Uni sous la direction du Parti communiste maoïste **dans la perspective d'en finir avec le système capitaliste, se réapproprier les moyens de production pour réorganiser la société dans l'intérêt du peuple travailleur.**

La Cause du Peuple doit devenir le moyen d'unifier les différentes couches du peuple, quelque soit leur origine, dans un **Front Uni Révolutionnaire du Peuple**.

Une large place sera faite aux **luttes les plus avancées**, aux **ouvriers et travailleurs**, aux **jeunes des quartiers populaires**, aux **sans-papiers**, aux **antifascistes**, à ceux et celles qui **luttent contre la répression** multiforme, aux **étudiants et professeurs**, aux **femmes**, aux **minorités discriminées**. Dans l'esprit de la **solidarité internationale des peuples** une rubrique sera consacrée à leurs luttes.

Que la Cause Du Peuple serve l'émancipation du prolétariat et du peuple tout entier !

sommaire

Idéologie

★Pourquoi y a t'il des flics (partout) ? *(p.3)*

Lutte de classe

★La lutte des sans papiers *(p.4)*

★La révolte des banlieues se développe *(p.4)*

★Représentativité syndicale *(p.5)*

★Des pauvres de + en + pauvres et des riches de + en + riches *(p.5)*

★Retraites : grève massive public-privé *(p.5)*

★L'avancée du fascisme moderne *(p.8)*

Histoire

★Dialogue entre deux ex-militants de la Gauche Prolétarienne *(p.6)*

International

★L'oeil du cyclone révolutionnaire se trouve en Inde *(p. 7)*

Pourquoi y a-t-il des flics (partout) ?

Quand on parle de l'Etat policier dans les quartiers populaires, on nous répond très souvent : « C'est clair, en France c'est le fascisme ! ». Pour les jeunes des quartiers populaires, c'est carrément un harcèlement qu'on subit de la part des flics. Il faut parfois le voir pour le croire. Grâce aux téléphones portables, on arrive maintenant à voir sur Internet quelques vidéos de la BAC en pleine provoc' qui tire sur tout ce qui bouge alors que rien ne s'est passé. Et après ce sont eux qui nous traite de racaille…

Leur violence ne tombe pas de nulle part et si nous devons renverser le système, nous devons connaître notre ennemi, savoir pourquoi les choses se déroulent ainsi.

A la base, on doit comprendre pourquoi la police existe. Marx et Engels qui nous indiquent que la société est divisée en classes sociales et que les rapports entre ces classes sont déterminés par les rapports de production. En clair, dans toute l'histoire de l'humanité, les hommes (et les femmes bien entendu) entrent dans certains rapports entre eux pour produire les marchandises nécessaires à la vie humaine (nourriture, vêtements, etc...). La première division se fait alors entre celui qui détient des moyens de production (terres, machines, force de travail,...) et celui qui n'en a pas. C'est la base de la division de la société en classe sociales.

Avec le développement de ce que Marx et Engels appellent les forces productives (les techniques de fabrication, la main d'œuvre, la qualité des terres, des matières premières, etc.), ces rapports de classe ont évolué en fonction des différents systèmes. Aujourd'hui, depuis plus d'un siècle, c'est le système capitaliste qui domine le monde, le système impérialiste pour être plus précis. Dans les pays impérialistes, les classes qui correspondent au monde d'aujourd'hui sont d'un côté le prolétariat (pour faire simple : les travailleurs) et de l'autre côté la bourgeoisie, celle qui contrôle le Capital financier (issu de la fusion du Capital bancaire et industriel).

Là on comprend tout de suite que ces deux classes n'auront jamais des intérêts en commun. Le but du travailleur c'est de gagner au minimum de quoi survivre (payer son loyer, nourrir sa famille, etc.) alors que le but du patron c'est de gagner le plus d'argent possible en exploitant le travail du travailleur, la plus-value qu'il produit. On doit également considérer le chômeur comme un travailleur car il est utile au capitaliste pour maintenir des salaires relativement bas (l'armée de réserve du Capital).

A partir de là, il devient évident qu'une classe domine l'autre. Sous le système capitaliste, c'est la bourgeoisie qui domine le prolétariat. Mais le prolétariat n'a pas intérêt à rester dans cette situation d'exploitation et d'oppression. La bourgeoisie a donc besoin d'un outil pour maintenir le prolétariat sous sa domination. Cet outil c'est l'Etat. Ce que Marx et Engels ont montré, c'est que l'Etat a existé dès que la société humaine s'est divisée en classes sociales et qu'il a tout de suite été un outil d'oppression d'une classe sur une autre : l'Etat ne peut pas être un outil de conciliation d'intérêts opposés.

C'est à partir de ce point de vue que l'on peut comprendre ce qu'est la police et quel est son rôle. Tout de suite, on comprend que la police c'est le bras armé de l'Etat, l'appareil de répression de la bourgeoisie. Alors on comprend aussi que si les flics nous contrôlent, nous arrêtent, nous harcèlent, ce n'est pas parce qu'ils ont une bonne ou mauvaise personnalité mais parce que c'est leur fonction sociale : ils répriment toute menace à la bonne marche du système et donc à la bonne marche de l'oppression du prolétariat par la bourgeoisie.

Voilà pourquoi dès que des ouvriers osent relever la tête et occuper leur usine ils se font dégager par les CRS. Voilà pourquoi dès que la jeunesse des quartiers populaires ose se révolter contre le harcèlement de l'Etat policier, le RAID et les hélicos débarquent et que les peines de prison tombent. Voilà pourquoi dès que les étudiants et lycéens revendiquent une éducation au service du peuple et accessible à toutes et tous ils se font charger par les flics. C'est ça l'Etat policier. Maintenant que nous avons compris ça, nous pourrons avancer la lutte de manière bien plus résolue, avec comme première arme nos idées révolutionnaires bien forgées par l'histoire.

Dans le prochain numéro, nous verrons comment l'Etat policier se développe et les caractéristiques du système qui se développe actuellement : le fascisme moderne. En attendant, bonne lecture et continuez d'affuter vos idées révolutionnaires. ★C.

FACE À L'ÉTAT POLICIER, "ON A RAISON DE SE RÉVOLTER"!

Régulièrement, des jeunes sont victimes de l'Etat policier. En dernière date, on peut citer Karim à Grenoble et Luigi de Saint-Aignan (Loir-et-Cher). Mais bien sûr, nous n'oublions pas Zyed et Bouna à Clichy-sous-Bois/Montfermeil, Moushin et Lakamy à Villiers-le-Bel, et tous les autres de Woippy (Moselle) à La Courneuve en passant par Bagnolet, Argenteuil ou encore Paris et tous ceux et celles qui ont été mutilés par la police et/ou sont passés par la case prison sans autre preuve qu'un témoignage policier.

« On a raison de se révolter » face à l'Etat policier criminel !

Vérité et Justice !

La lutte des sans papiers

Après la deuxième guerre mondiale, les immigrés ont vécu dans des garnis ou des bidonvilles (Nanterre, Champigny, etc). Dans les années 70, ces bidonvilles ont été détruits. A la place, des foyers ont été construits, avec des chambres de 6m², cuisines et sanitaires collectifs, gérés par la Sonacotra.

La lutte des foyers va alors se généraliser, comme par exemple au foyer Africain d'Ivry, ou encore avec l'occupation de maisons vides par des yougoslaves à Issy les Moulineaux, où une attaque des fascistes de la CFT (Confédération Française du Travail) sera repoussée. La lutte pour le regroupement familial va permettre de faire venir les familles.

Dans les années 90 s'est développée la grande lutte pour «des papiers pour tous». L'occupation de l'Eglise saint Bernard a révélé à l'opinion publique les conditions de vie, l'exploitation éhontée des travailleurs sans papiers par les patrons et les marchands de sommeil, la terreur exercée par l'Etat policier (rafles et charters). 70.000 ont fini par être régularisés mais des milliers d'autres resteront dans la clandestinité. Les rafles et les expulsions continueront et se multiplieront.

Le slogan des immigrés «régularisation de tous les sans-papiers» est devenu «régularisation des travailleurs sans-papiers» pour le 48ème Congrès CGT. En 2008, le gouvernement a avancé le sien : «régularisation des sans-papiers ayant une promesse d'embauche et quand le métier exercé est en déficit de main-d'œuvre», ce qui a évidemment pour but de diviser artificiellement les «bons» et les «mauvais» sans-papiers.

En 2008, des grèves se sont multipliées en Ile de France dirigées par la CGT, avec le concours du DAL. La CGT a choisi une catégorie de régularisables, « ceux qui ont un travail et se mettent en grève », et a négocié sur cette base. Du coup étaient exclus tous ceux qui ne pouvaient se mettre en grève dans les petites entreprises ou ceux qui étaient au chômage.

La préfecture a refusé les dossiers portés par le CSP75 et les a renvoyés vers la CGT, qui a refusé de prendre en charge tous les isolés, tous ceux qui ne pouvaient se mettre en grève. Pour se faire entendre, le CSP75 a occupé la Bourse du Travail.

En 2009, en accord avec la mairie de Paris, la direction CGT décidait de les expulser manu militari sous prétexte de salubrité et de fonctionnement. Ils ont alors occupé la rue Baudélique. Des dizaines d'organisations, politiques, syndicales associations françaises et immigrées, sections syndicales CGT et de SUD, soutiennent la lutte des sans-papiers en ordre dispersé.

La lutte ne peut devenir massive et permettre d'obtenir la régularisation de tous les sans-papiers que si la lutte contre l'esprit de conciliation est menée, car la division ne sert que la bourgeoisie.

Là aussi doivent se former des comités de base dans les usines et entreprises, ainsi qu'au niveau du quartier, ville ou département pour permettre aux sans-papiers en grève, isolés ou au chômage de s'unir aux autres travailleurs (français ou immigrés).

★ Bernard

La révolte des banlieues se développe

Les mêmes causes produisent les mêmes effets, ça va de soi. En 2005, la révolte est partie de Clichy sous bois, elle s'est étendue aux quartiers populaires de la France entière. La cause la mort de deux jeunes Bouna et Zaied, électrocutés dans une centrale électrique où ils s'étaient réfugiés, terrorisés après que la police les ait poursuivis comme du gibier.

Depuis on ne compte plus les jeunes blessés, tués au cours de chasse à l'homme pour ne pas avoir respecté le code de la route, pour un petit vol, pour quelques incivilités, des petits délits.

Les explosions de colère ne se comptent plus. Les jeunes, mais aussi les familles, les gens du quartier protestent, s'insurgent, chacun avec son mode d'expression, les uns avec les pierres, en brûlant des voitures, d'autres en s'attaquant aux symboles de l'Etat et du Capital (bâtiments administratifs, commissariats, banques etc.) et aussi à ceux chargés de défendre ces symboles, les policiers et gendarmes.

A la montée du harcèlement, de la violence policière, aux techniques sophistiquées de répression, les jeunes ajustent leur réponse : harcèlement et décrochage, les armes à feu apparaissent pour venger les jeunes abattus, ou morts après une poursuite policière comme à Villiers le Bel, Grenoble, Saint Aignan etc. C'est la logique de la guerre que mène l'Etat, la bourgeoisie, contre les classes dangereuses, contre les jeunes fils et filles de prolétaires.

Dans les quartiers les sentiments sont partagés entre peur de la violence et solidarité avec les familles qui pleurent leurs morts, et la révolte des jeunes.

Les politiques ne veulent et ne peuvent résoudre la crise du capitalisme à l'agonie. Aussi, quelques soient leurs options politiques, ils cherchent à résoudre les problèmes, fruits de la misère, par la répression. Les slogans «police partout, justice nulle part» «sans justice, pas de paix» reflètent la réalité sociale, sur le terrain. Il va de soi que la révolte va se propager, car où il y a oppression il y a résistance.

D'une certaine façon l'Etat policier a déclenché la guerre dans les banlieues, la révolte lui répond aujourd'hui. Malgré les conciliateurs qui veulent étouffer la révolte alors qu'ils n'ont ni solution ni perspective à apporter à la jeunesse pour en finir avec la galère, demain, cette révolte se transformera en révolution ★

Représentativité syndicale

En 2008, les dirigeants de la CGT et de la CFDT signaient l'accord sur la représentativité syndicale. L'objectif était d'éliminer FO (créée avec les fonds de la CIA en 1948 pour affaiblir la CGT), la CFTC (créée avec l'appui du Vatican, organisation mère de la CFDT) et la CGC (créée avec l'appui du patronat). Il s'agissait pour les deux centrales de réduire l'influence de ces organisations et barrer la route à SUD, l'UNSA et la FSU.

Ces deux syndicats ont mis en place cette manœuvre en passant un accord avec le MEDEF et le gouvernement, accord dont la conséquence était l'affaiblissement et la liquidation du syndicalisme de classe.

Les deux points essentiels de cet accord fixent de nouvelles conditions pour être délégué du personnel (avoir 10% aux élections du personnel) et pour être délégué syndical au C.E. (avoir été candidat sur la liste du délégué du personnel).

Dans de nombreux cas, bien que des délégués du personnel aient été élus, le délégué syndical n'a pu être retenu parce qu'il n'était pas sur la liste électorale, sans parler des délégués du personnel éliminés faute d'avoir obtenu les fameux 10%.

Cette dérive conciliatrice des directions syndicales permet au patronat de démanteler un à un les acquis sociaux conquis par la classe ouvrière et les travailleurs.

C'est pourquoi ces derniers ne font plus confiance aux syndicats, ne se syndiquent plus. C'est pourquoi de nombreux ouvriers syndiqués et non-syndiqués ne comptent plus sur l'aristocratie ouvrière qui contrôle et dirige les syndicats, et s'organisent dans des structures unitaires à la base, coordonnent leurs luttes.

C'est cela qu'il faut généraliser sur tout le territoire pour développer un vrai syndicalisme de lutte de classe. Alors nous pourrons organiser une grève massive illimitée, une grève politique, pour faire payer la crise au patronat qui en est responsable, comme en 1936 et 1968. ★

Des pauvres de + en + pauvres et des riches de + en + riches

C'est un fait, les pauvres sont de plus en plus pauvres et les riches de plus en plus riches.

Selon les chiffres du rapport annuel de la Fondation Abbé Pierre, le niveau de vie des 30% les plus pauvres de la population a baissé de 0,5% entre 2003 et 2006 alors que celui des 30% les plus riches a augmenté de 1,5%.

Le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté (900€/mois) était de 8 millions en 2007.

Avec les effets de la crise, il est certain que ces chiffres ont évolué dans le sens d'un creusement des inégalités.

D'ailleurs, les réformes gouvernementales ne vont pas arranger la donne ! La rigueur ne va pas toucher tout le monde pareil.

Ce sont ainsi près de 4 milliards d'euros de moins alloués à l'aide sociale (aide au logement, emplois à domicile, emplois aidés, allocations aux handicapés,...), qui bénéficie à des millions de personnes dont les fins de mois (et même les débuts !) sont difficiles.

Mais pas question de remettre en cause le bouclier fiscal (700 millions) qui ne touche principalement que 7676 riches à qui l'Etat a versé des chèques pour un montant total de 580 millions !

Au final, l'effet de la crise, c'est la réorganisation du Capital et sa concentration toujours plus grande entre les mains de quelques capitalistes.

Cela se traduit par une augmentation de la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie, créant des conditions propices au développement de la révolution. ★ S.

Retraites : grève massive public-privé

Le gouvernement bourgeois a décidé : d'augmenter les cotisations et le nombre de trimestres, supprimer le code des pensions, reculer l'âge de départ à la retraite.

Les cotisations patronales ont baissé de 4,24% entre 1980 et 2006, sans compter les milliards d'euros d'exonération.

Ils doivent payer.

- ✶ Maintien de l'âge de départ à la retraite à 60 ans
- ✶ Pas d'augmentation des cotisations.
- ✶ Maintien du code des pensions
- ✶ Suppression des exonérations de charges patronales
- ✶ Impôt sur les revenus du capital
- ✶ Remboursement des exonérations qui n'ont pas créé d'emplois stables
- ✶ Remboursement des cotisations non versées par le secteur privé et public

Cela doit suffire à combler le trou de la sécurité Sociale et assurer son avenir.

Pour les y contraindre seule une grève massive peut faire aboutir nos revendications. ★

Une retraitée en colère.

LE CHIFFRE 250.000

C'est le nombre d'emplois détruits en 2009, dont plus de deux tiers dans l'industrie. C'est le chiffre le plus élevé depuis la seconde guerre mondiale.

Ces emplois ne seront pas reconstruits car leur suppression n'est pas dûe qu'à la crise. Il s'agit plutôt d'une réorganisation de l'économie à l'échelle mondiale facilitée par la crise qui vise à délocaliser la production industrielle là où la main d'oeuvre est moins chère.

Dialogue entre deux ex-militants de la Gauche Prolétarienne

Ce dialogue entre d'anciens militants de la GP, qui n'ont ni trahi, ni renoncé à la lutte pour l'émancipation du prolétariat est leur apport à notre projet d'ouvrir un large front uni des masses exploitées et opprimées de notre pays, de leur donner la parole.
La CdP a été un instrument dans lequel intervenaient ouvriers, travailleurs, employés, étudiants, femmes, jeunes, bref, la France d'en bas contre les puissants et les conciliateurs. Que la nouvelle CdP redevienne aujourd'hui cet outil de lutte qu'elle fut hier. Que ce dialogue en suscite d'autres et d'autres encore.
Que la CdP soit le journal des masses populaires dans leur lutte prolongée contre le système jusqu'au renversement de la classe dominante et de son Etat et la prise en mains des affaires par la classe ouvrière, les travailleurs manuels et intellectuels.

Bernard : La situation actuelle, c'est l'apathie générale, vu la récession économique au niveau mondial. Il y a un processus de fascisation réel, une forme moderne de fascisme, de façon globale. Il y a moins de boulot. Les gens on les vire avec une compensation forfaitaire. Les gens se battent pour des compensations et non plus pour l'emploi. Par contre on embauche pour qu'il y ait plus de police. On voit des affiches d'un mètre cinquante sur un mètre « embauche dans la gendarmerie », dans les arrêts de bus, partout ! Si c'est ça l'avenir, porter l'uniforme, bonjour ! Chaque individu va devenir le garde qui va préserver le système capitaliste et nous taper dessus. C'est une réalité objective !

A partir de là, il y a des luttes c'est vrai. Ce sont des explosions qui s'arrêtent là. Le problème, c'est : comment tu peux subsister si tu n'as pas de travail ? Si t'en as pas alors on va te dire que tu deviens assisté. Ca va plus loin, car certains vont dire « vous êtes des feignants », « il y a du boulot, faut le chercher ». C'est faux, on le voit régulièrement. Ou alors il faut trouver une place comme police municipale, gendarme, mais tout le monde ne veut pas servir à taper sur la tête des autres, heureusement.

A partir de ces explosions, on commence à intervenir sur des cas concrets, avec les forces qu'on a. Il faut qu'apparaisse un début d'organisation de masse, car si les gens contestent n'importe comment, cela peut être la débandade. Si c'est un peu organisé, en terme de masse, c'est très important. Il faut que l'on saisisse un point important pour intervenir.

Pascal : De quelle manière ?

B : Par tract, sur un marché, une entreprise, sur une délocalisation, il faut qu'on apparaisse. Il faut qu'on apporte un début de perspective pour les masses qui sont livrées à elles-mêmes. Du point de vue syndical pour l'instant il n'y a rien.

P : Une sorte de Front ?

B : Pour l'instant il n'y a rien, ni au niveau syndical, ni au niveau politique. On l'a bien vu, on a fait l'expérience. Les gens qui ont cru à la rose, à Mitterrand, l'Union de la gauche, à la Révolution. Mais le capitalisme s'est servi à chaque fois du processus de récession économique pour se réorganiser. Tous sont des serviteurs zélés du système. Il faut qu'à la base, il y ait une autre perspective, une autre proposition, que les masses commencent à s'organiser.

P : Une organisation politique ne suffit pas.

B : Non ! Une organisation politique, c'est bien, elle va intervenir avec des perspectives à court, moyen et long terme. Mais il ne suffit pas de faire de la théorie. Il faut que l'on commence à avoir une pratique, ne serait-ce que minime. C'est important. Sans pratique on ne peut pas vérifier si la théorie est bonne et sans théorie on ne peut avoir une bonne pratique, l'un ne va pas sans l'autre.

P : Il y a un début de pratique, mais ce sont les masses qui peuvent changer la société et non des individus, même s'ils sont une cinquantaine. Ceux qui, disons, voient un peu plus clair la situation politique doivent aider à la formation d'un mouvement de masses plus large. L'idée est aussi que pour en finir avec le capitalisme, ce sont les masses qui doivent tout prendre en main, sinon cela va retomber comme cela s'est déjà passé.

B : Un mouvement de masses organisé, et pas seulement des explosions sporadiques puis on rentre chez soi. C'est la lutte concrète des masses, mais de manière organisée.

P : Ce n'est pas les masses en général mais les plus exploitées, la classe ouvrière et plus largement les salariés, en faisant quand même une différence au niveau du montant du salaire.

B : On peut prendre l'exemple concret de Continental. L'explosion est venue de quoi ? On les vire, on leur propose une somme. Ils ont cassé quelques objets à la préfecture par colère, mais même. Ils ont reçu une indemnité de 50.000 €, mais la lutte finie. Reste-il une organisation ?

Il y a d'autres luttes, il y en aura d'autres. Les délocalisations vont continuer. S'il n'y a pas un mouvement de masses organisé, il ne restera rien.

A l'époque, la Gauche Prolétarienne a mis en place une organisation de masse qui reflétait la colère et les revendications des travailleurs.

P : Par exemple, les Comités de Lutte d'Ateliers.

B : Oui, contre l'augmentation des tarifs de transport, avec des interventions dans les bidonvilles, avec les masses dans des supermarchés ou la révolte contre la police qui outrepassait le droit, contre un certain nombre d'exactions, contre les saisies, les expulsions, ave des interventions sur les marchés avec prise de parole par les gens, des appels à se regrouper dans des structures de masses.

P : Les comités Vérité et Justice…

B : Des comités similaires se mettent en place aujourd'hui dans les banlieues quand des jeunes sont victimes d'interventions brutales de la police, contre les poursuites judiciaires après les explosions de colère qui en résultent, mais aussi les injustices, les amendes.

P : Les gens manifestent quand il y a un mort, mas ce n'est pas organisé. En fait la GP essayait de mettre en place des comités où les gens prenaient leurs affaires en mains.

B : Oui, et de façon organisée, c'est ça l'important. *(suite au prochain numéro)*

L'œil du cyclone révolutionnaire se trouve en Inde

On nous le repète sans cesse depuis la fin de l'URSS : le marxisme est dépassé, le communisme est mort ! A la manière de la propagande de Goebbels, ceci est répété, répété et répété encore jusqu'à ce qu'on se dise que c'est bel et bien vrai et que ça ne peut pas être autrement. Et malheur à ceux et celles qui viennent contredire cette pseudo « vérité »…

Au grand dam des anti-communistes, les maoïstes indiens (également appelés Naxalites) invitent sur le devant de la scène ceux et celles qui sont normalement au dernier rang : les Adivasis (tribus originaires des forêts d'Inde), les Dalits (plus basse catégorie du système de caste, considérés comme des sous-hommes par les Hindous), les femmes, les travailleurs, et tous les exploités et opprimés que compte le territoire indien.

Le mouvement révolutionnaire indien n'est pas nouveau. Le premier Parti Communiste d'Inde est né dans les années 1920 mais il a dégénéré et a commencé à réviser la théorie marxiste pour la rendre inoffesive (il est devenu révisionniste). A la suite de plusieurs scissions, un regroupement s'est finalement créé autour de Charu Majumdar en 1967 et a lancé ce qui fut appelé la Tempête de Printemps, l'épisode le plus révolutionnaire de l'histoire contemporaine indienne.

A Naxalbari, petit village du Bengale Occidental, les paysans emmenés par le PCI (ML) prennent les armes et se révoltent contre les propriétaires terriens le 25 mai 1967. Comme l'avait déjà exprimé Mao, « une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine », et cette révolte s'étend bientôt à l'ensemble de la société. Le feu est finalement éteint avec le sang des révolutionnaires et le mouvement communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste-maoïste) se divise en plusieurs partis et organisations. Plusieurs continuent la lutte armée et tentent de développer la Guerre Populaire. Il faudra attendre 2004 pour voir les forces principales se réunir et former le PC d'Inde – maoïste.

Grâce à cette nouvelle unité, la Guerre Populaire en Inde a fait un bond en avant remarquable. Les maoïstes ont établi une véritable structure de gouvernement parallèle grâce au Gouvernement Populaire et contrôlent des secteurs de plus en plus large de territoires. Selon les chiffres officiels, ils sont présents dans 223 districts (sur 636) de 22 états sur les 28 que compte l'Inde.

Mais le gouvernement indien ne l'entend pas de cette oreille et il a lancé il y a peu une offensive contre-révolutionnaire appelée « Opération Green Hunt ». Elle est particulièrement dirigée contre les zones de base de la révolution, les grandes forêts du Bengale Occidentale, de l'Orissa et de l'Andhra Pradesh, principalement habitées par les Adivasis. Les sous-sols de ces forêts sont également riches en minéraux utilisés dans l'industrie électronique (ordinateurs, téléphones portables, etc.) et dans la production d'aluminium.

C'est donc une lutte sans merci que l'Etat indien mène contre son propre peuple. Il est aujourd'hui primlordial de populariser la lutte que mène le peuple indien avec à sa tête le PCI-maoïste et faire que le cyclone révolutionnaire issu de la Tempête de Printemps balaie la vieille société indienne et au-delà…

EN SAVOIR PLUS

★*La Guerre Populaire en Inde*, édité par le **PC maoïste de France** (à commander au journal ou dispo sur http://drapeaurouge.over-blog.com)

★*Ma Marche avec les Camarades*, Arundathi Roy, publié par le **Secours Rouge Belgique** (http://secoursrouge.org/Arundhati-Roy)

Sites Internet (chercher par mot clés):
People's March
Naxal Terror Watch (anti-maoïste)
Indian Vanguard

Sur l'asie du sud :
http://southasiarev.blogspot.com

INFORMATION IMPORTANTE

La réunion constituante du **Collectif de Soutien à la Guerre Populaire en Inde** s'est tenue le 5 septembre dernier.
Le Collectif a mis en avant l'importance du soutien à la GP en Inde.
Même si l'Inde est un pays lointain, l'importance qu'il a acquis sur la scène internationale ne cesse de grandir. Le développement du mouvement révolutionnaire indien pourrait influencer la balance du rapport de force à l'échelle mondiale et entraîner des bouleversements importants.
Il est de notre devoir de soutenir le PCI-maoïste dans sa juste lutte contre le système capitaliste-impérialiste. Cela commence tout d'abord par en parler et prendre contact avec le Collectif pour agir ensemble.
A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne connaissons pas encore l'adresse mail du Comité. Si vous êtes intéressés, envoyez un mail au journal, nous vous mettrons en contact. lacausedupeuple@gmail.com

L'avancée du fascisme moderne

Depuis plusieurs mois, le gouvernement Sarkozy a accentué son racisme et sa xénophobie, résolu à appliquer les parties de son programme empruntées à celui du Front National. Nous allons faire un petit récapitulatif de ce processus d'approfondissement du fascisme moderne.

La première phase du processus raciste du gouvernement a été la campagne sur l'identité nationale. Elle visait clairement à « diviser pour mieux régner », surtout en temps de crise. Les capitalistes se sont saisis de la crise pour mieux réorganiser la production, c'est-à-dire faire « baisser les coûts de production » soit en diminuant les salaires, soit en allongeant le temps de travail soit en délocalisant « là où la main d'œuvre est moins chère ».

Face à la résistance des ouvriers et ouvrières de plusieurs usines (Continental, Molex, Philipps, FreeScale, etc.) et à l'émergence d'un mouvement à la base, le gouvernement se devait de protéger les intérêts de la classe qu'il représente, à savoir la bourgeoisie. D'où les discours contre les musulmans et les différentes tentatives pour les stigmatiser et ainsi nous diviser artificiellement.

La deuxième phase, plus radicale, a commencé l'été dernier avec deux évènements impliquant l'Etat policier : le meurtre d'un braqueur présumé à Grenoble par la police et le meurtre d'un jeune Gitan à Saint-Aignan par les gendarmes.

De manière toute légitime, ces deux évènements ont eu pour réponse une révolte : plusieurs jours de tensions à Grenoble et une gendarmerie assiégée à St Aignan. Cela a alors servi de prétexte au gouvernement pour accabler la communauté gitane de tous les maux et de commencer à détruire les campements illégaux alors même que nombre de communes ne respectent pas les normes d'accueil des populations nomades.

Les Roms qui n'ont pas la nationalité française ont alors commencé à être déportés en masse. Le tout accompagné de pratiques plus que douteuses, rappelant une époque que l'on croyait révolue. Cela a d'ailleurs déclenché une vague d'indignation de la part de l'église mais également de nombreuses personnalités.

En ce qui concerne Grenoble, l'usage de fusils lors des affrontements avec la police ont servi au gouvernement à annoncer des éléments d'un projet de loi qui permettrait à l'Etat de destituer de la nationalité certains criminels, comme au temps de Vichy (De Gaulle avait ainsi été destitué de la nationalité française).

Cela sert encore une fois à faire l'amalgame entre immigrés (ou issus de l'immigration) et criminels. C'est encore une fois la propagande raciste qui affirme que s'il y a des problèmes en France, c'est à cause des étrangers.

Le terme « étranger » n'a d'ailleurs presque plus de sens. Des jeunes français dont les parents ou grands-parents viennent des anciennes colonies françaises sont désignés implicitement comme « étrangers » alors qu'ils et elles n'ont jamais connu aucun autre pays que celui qui est le leur, c'est-à-dire la France.

Ne nous laissons pas berner par le racisme et la xénophobie d'Etat qui ne cherche qu'à nous diviser !

La vraie solution au problème de la classe ouvrière c'est son unité pour la révolution !

★ C.

LES FAITS

★Le 22 juillet 2010, Luigi est abattu par des gendarmes près de St Aignan (Loir-et-Cher). La version des gendarmes affirme que le véhicule aurait essayé de forcer le barrage qu'ils auraient mis en place. Miguel, le conducteur, affirme quant à lui qu'il n'y avait pas de barrage. Il affirme avoir vu des ombres sortir d'une ruelle, avoir freiné pensant que c'étaient des gens du coin et c'est alors que les gendarmes auraient ouvert le feu.

★Le 16 juillet 2010, Karim est tué par la BAC lors d'une course poursuite après le braquage d'un casino. Plusieurs nuits d'émeutes s'en suivent, la police essuyant des tirs d'arme à feu. Depuis, le quartier est en état de siège. Les flics sont partout, caméra à la main, bouclier et flashball prêt à dégainer.

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**. Votre **participation** au journal est **importante** :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région.

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction.

★**Abonnez vous** (20€ = 1 an - 12 numéros - ou plus pour soutenir).

Dans tous les cas, **contactez nous** :

★Par **courrier** (adresse temporaire) : SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

★Par **email** : lacausedupeuple@gmail.com (et bientôt, un blog...)